

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration :
148, QUAI DE VALMY. — PARIS (10^e)Fondé en 1895 par
Louise MICHEL et Sébastien FAUREC. C. Postal : JOULIN Robert, 5561-76 Paris.
ABONNEMENT : 1 mois, 140 fr. ; 1 an, 280 fr.

Qu'advierait-il de l'État

si les contribuables
refusaient
d'acquitter
leurs impôts?

Les dépenses de l'Etat

Lorsqu'un ministre des Finances passe ses « pouvoirs » à un autre, il est de coutume qu'il les accompagne de chiffres optimistes sur sa gestion et sur la véritable chance que le camarade successeur possède d'avoir été précédé d'un tel général collègue.

M. R. Schuman fait exception à cette règle béatificatrice. Oh ! ne nous battons pas trop de le féliciter sur une telle probité morale, qui n'existe pas plus chez lui que chez ses prédécesseurs et successeurs éventuels. Sa franchise fait partie d'un plan politique destiné à obtenir certains « alignements » jugés nécessaires par ses maîtres occultes et impénétrables connus sous le vocable de la Haute Banque. A moins qu'il n'ait certaines assurances concernant sa propre « reconduction », auquel cas cette franchise lui assurerait bien des facilités dans sa future et nouvelle gestion.

Quoi qu'il en soit, l'inventaire financier qu'il lance comme une bombe fait tout d'abord ressortir l'énormité presque incroyable des dépenses de l'Etat. Les charges du budget de l'Etat, aggravées des budgets annexes, s'élèvent pour 1946, à 656 milliards. Il faut y adjoindre le service des intérêts et capital des dettes de l'Etat, soit 152 milliards, les budgets locaux : 61 milliards et les charges sociales, corporatives et de caractère fiscal, qui se trouvent être de 163 milliards. Nous arrivons ainsi à un budget total et REEL de 1.032 milliards !

Or, le revenu national — c'est-à-dire ce que l'ensemble du pays GAGNE en un an, qui lui permet de vivre, capitalistes et prolétaires réunis, sans oublier les commerçants et les professions libérales — le revenu national est évalué à 2.000 milliards. D'où il résulte, MATHEMATIQUEMENT ET OFFICIELLEMENT, que l'Etat absorbe, à lui seul, la moitié du travail national !

Des économistes — et qui sont loin d'être révolutionnaires, car il n'y en a guère chez eux — de toutes écoles et tendances, reconnaissent un état alarmant d'une économie nationale lorsque l'Etat prélève plus de 25 p. 100 du revenu national. Une grande partie de l'impossibilité totale à résoudre les problèmes fiscaux et budgétaires de 1945, fut attribuée, en définitive, au fait que l'Etat Picpocket empochaît 37 p. 100 du revenu national. Loin d'atténuer la situation, 1946, avec ses astronomiques 50 p. 100 va, dans ces conditions conduire le régime tout droit à l'abîme.

C'est qu'il est dans la nature de l'Etat de ne savoir pas se maintenir dans de justes limites. Il en est de ses besoins moraux d'ailleurs, comme de ses besoins matériels. La courbe ascendante de son pouvoir, engendrée par la carence du régime qu'il représente et défend contre les aspirations légitimes d'un peuple exploité, l'incite à demander toujours davantage de prérogatives et d'autorité.

Son emprise dans des domaines, où même certains de ses partisans sont tout ébahis de le trouver, est dévorante. Rien ne peut l'arrêter en si bon chemin. L'exercice de l'autorité est si envahissant qu'il entraîne aux pires abus qui mènent — juste retour des choses ici bas — à la catastrophe.

Devant la grande frayeur du Capitalisme envers les classes exploitées qui exigent — inconsciemment encore, certes, d'une façon chaotique, désordonnée, c'est entendu, mais symptomatique de revendications sociales qui vont mettre le régime en danger — devant les réclamations, disions-nous,

AMIS LECTEURS !

Pour être certain de lire chaque semaine Le Libertaire, abonnez-vous.

L'abonnement est la meilleure ressource pour que vive votre journal.

N'hésitez pas. ABONNEZ-VOUS.

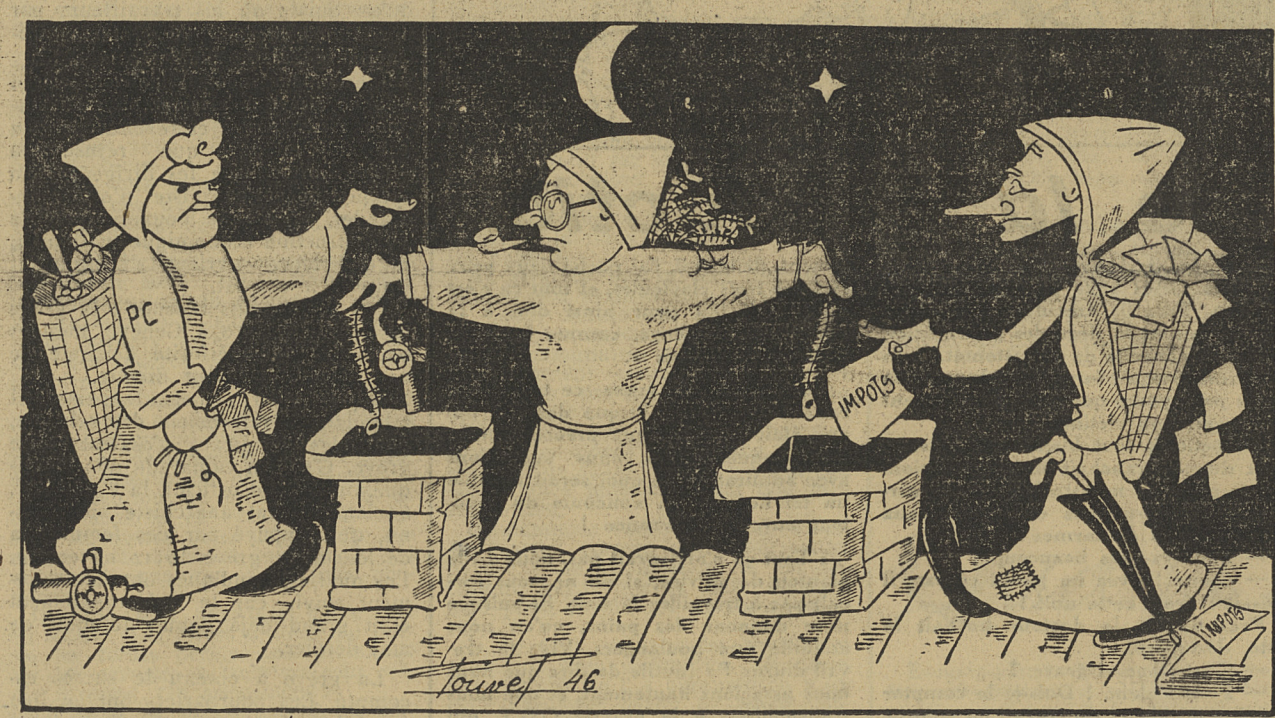
du monde des salariés et des exploités de toutes sortes, lassé par des années de privations passées, effrayé par les perspectives alarmantes de l'avenir que lui offre le régime, devant les possibles, les inévitables réactions du Peuple, il a bien fallu accorder à l'Etat pantagruelique tous les pouvoirs qu'il demandait.

Une foule de fonctionnaires, parasites improductifs, est nécessaire pour coordonner les directives de l'Etat, empâtées dans TOUS LES DOMAINES. Une armée, nombreuse et bien équipée, indispensable pour rétablir l'ordre s'il venait à être rompu. Des subventions royales inévitables pour maintenir les dividendes de sociétés et trusts en déficit, d'autres moins généreuses pour soutenir artificiellement les prix des denrées alimentaires ou autres essentielles à la vie, à la portée de la majeure bourse des masses désargentées.

Tout cela coûte cher, très cher, de plus en plus cher. De 14 p. 100 en 1913, le taux passe à 25 p. 100 du revenu national avant guerre ; 37 p. 100 en 1945, 50 p. 100 en 1946. La courbe est normale, logique : l'ascension continue et continue, implacablement, fatalement, malgré les avertissements.

Jusqu'à la culture soudaine, foudroyante, imprévisible et probablement prochaine...

LIB.



Le Noël des « Chers Electeurs »

Les policiers matraquent les révolutionnaires

Ces jours derniers, le parti communiste internationaliste organisait un grand meeting de protestation contre les agissements actuels du fascisme mondial.

Le public, composé en partie de Français, d'Annamites et d'Arabes, s'apprêtait à pénétrer dans la salle Wagram lorsque soudainement, matraquant en main un nombre imposant de brutes stipendiées fit son apparition et se mit en devoir d'interdire la manifestation.

Ces brutes stipendiées, tous les lecteurs l'ont deviné, ne pouvaient être que des membres de l'organisation policière française.

Vaillamment, à grands coups de

matraques, ils assommèrent de nombreux camarades trotskystes. Le despotisme venait de remporter une nouvelle victoire.

Nul n'ignore les divergences de vues qui nous séparent des militants de la 4^e Internationale, nul n'ignore que leur chef Trotsky ne fut pas le dernier en Russie soviétique à faire connaître aux anarchistes le peloton d'exécution, mais en raison des circonstances, nous consentons à ne nous soulever d'une chose, c'est qu'ils représentent une force révolutionnaire qui vient d'être victime du fascisme et de la réaction.

En conséquence, nous nous solidarisons avec eux et crions notre mépris pour les instigateurs de cette « action d'éclat ».

Est-il indispensable de les nommer ces fameux instigateurs ? Tous les lecteurs n'ont-ils pas deviné !

Il s'appartiennent au gouvernement !

Il font la pluie et le beau temps au sein de la C.G.T.

Et comme la police appartient à la C.G.T., il est logique qu'elle soit utilisée contre les forces révolutionnaires.

Car une révolution coûterait cher aux suppôts de Staline.

Que le parti communiste internationaliste veuille trouver ici notre sympathie pour ceux de ses camarades qui viennent de subir les coups des pires ennemis de la révolution mais qu'il nous explique la raison pour laquelle son organe officiel « La Vérité » s'amuse en éditorial à tresser des couronnes à celui qui justement est le responsable moral au moins de cette fâcheuse répression, pourquoi il confie aux tribunaux le soin de régler sa querelle avec « la Marseillaise ».

Il est assez choquant de voir des individus demander du secours à ceux qui ne ratent jamais l'occasion de leur caresser la nuque.

Les grévistes — 2 à 3.000 — ont été « laissés au fond de la mine par mesure disciplinaire » sans nourriture pendant deux jours. Ils n'ont pas fléchi. Finalement la troupe nord-africaine est descendue dans la mine et la massacre a commencé. « Franc-Tireur » s'en réjouit :

LA GRÈVE DES PRISONNIERS ALLEMANDS

Le 5 décembre 1946 à 5 heures du matin, les neuf cents prisonniers de guerre allemands du camp de Thiers, le Grange, escortés comme d'habitude par des troupes algériennes, étaient rendus à la mine. Répartis en neuf groupes, ils avaient gagné les puits de Condé, Crispin, Cuvint, Lagrange, Ledoux, Sabatier, Saint-Pierre, Sout et Thiers.

Arrivés au fond de la mine, ils se sont refusés de prendre l'outil. Les équipes de 14 heures et de nuit en ont fait autant, ce qui portait à 3.053 le nombre des grévistes.

POURQUOI CETTE GREVE ?

Leurs revendications étaient bien modestes : une nourriture suffisante et du savon !

Est-ce beaucoup pour des ouvriers qui ne touchent aucun salaire et qui produisent un tiers du charbon français (920.000 tonnes par mois), c'est-à-dire plus que les importations provenant d'Amérique avant la grève générale des mineurs américains ? Il paraît que les bourgeois français et leur Etat sont des esclavagistes, mais pas des esclavagistes intelligents.

Du pain et du savon ? Une seule réponse : la répression brutale et sanglante. La direction s'est refusée de recevoir la délégation élue par les grévistes. Cette délégation, composée de 45 ouvriers, a été arrêtée et envoyée dans un camp de représailles (= camp d'extermination) à Cambrai.

Sur ce que cela signifie : tuer les « rebelles » par le surmenage et les mauvais traitements.

Les grévistes — 2 à 3.000 — ont été « laissés au fond de la mine par mesure disciplinaire » sans nourriture pendant deux jours. Ils n'ont pas fléchi. Finalement la troupe nord-africaine est descendue dans la mine et la massacre a commencé. « Franc-Tireur » s'en réjouit :

(SUITE PAGE 4)

RIVALITÉS AMERICANO-RUSSE

Après le discours électoral en février de cette année, du Maréchal Staline, une floraison de publications officielles ou non, reprenant en somme ses déclarations sensationnelles, ont fait connaître au grand public le but recherché par les dirigeants des Soviets : atteindre et dépasser le potentiel économique des U.S.A. Tout le quatrième plan quinquennal — dont nous avons déjà entretenu nos lecteurs — est axé vers cette réalisation.

Il peut paraître fort louable et généreux d'avoir de tels desseins et les cyniques couguins qui dirigent le P.C.F. ne manquent pas — mensongèrement, hélas — d'en faire état pour étayer une argumentation frauduleuse élaborée en vue de répandre l'idée d'un prétendu progrès social en U.R.S.S. Nous affirmons qu'il est complètement faux d'enoncer que le but visé par le Kremlin est l'amélioration des conditions d'existence des peuples soviétiques. Et nous allons le prouver par des chiffres, textes et documents puisés, soit aux sources officielles, soit dans les publications semi-officielles, les unes comme les autres d'essence

ou d'inspiration soviétiques. Ceci afin de tarir la mauvaise foi de certains communistes et faire réfléchir les adhérents sincères — mais abusés — du « Grand Parti Français ».

Analysant, comme dans chaque numéro, « La Situation Economique de l'U.R.S.S. au mois d'avril 1946 », les très intéressants « Cahiers de l'Economie Soviétique », numéro 4, édités par l'Institut d'Etude de l'Economie Soviétique, n'hésitent pas à écrire que « le niveau de vie des citoyens soviétiques sera en 1950, sensible-ment égal à celui de 1938 et même parfois encore inférieur ». Ainsi, cette publication — fort intéressante, répétons-le — d'attaques culturelles soviétiques — ce que nous ne lui reprochons pas, hétons-nous de le dire — appuie incidemment et malicieusement nos affirmations. Les peuples soviétiques sont maintenus dans des conditions économiques et sociales pires qu'en 1938 et qui persisteront, pour certaines d'entre elles, jusqu'après 1950.

Pourquoi faut-il alors que, entre autres contradictions, l'usine Staline, de Moscou, ait entrepris la

« production d'une voiture de luxe, 215-100, limousine de 7 places, 8 cylindres, 14 chevaux, vitesse 140 km.-heure » (1). A qui fera-t-on croire que les bénéficiaires en sont des prolétaires dont le sort ne s'améliorera qu'après 1950 ?

Dans un autre domaine, l'esclavage — le mot n'est pas trop fort, comme on va le voir — des ouvriers russes est nettement démontré par ce chiffre, fourni par la même source : « Mais le système le plus répandu est la ré- minération aux pièces. Il est appliqué à 80 % du personnel ». Est-il besoin d'insister sur les inconvénients multiples et évidents — de ce genre de travail ? Ne fut-il pas un temps où le P.C. lui-même s'élevait avec vigueur contre la barbarie d'un tel procédé ? Or, c'est l'ingénieur soviétique Tchaban qui fournit ces renseignements, dont l'authenticité ne peut par conséquent être niée.

Enfin, citant en exemple, une famille de cinq personnes résidant à Moscou, établissant des chiffres de dépenses quotidiennes, les « Cahiers » parviennent à boucler le budget de cette famille grâce aux ressources mensuelles des salaires et pension à 1.350 roubles, ou 30.240 francs. Les dépenses s'établissent comme suit : loyer, nourriture et frais d'école : 550 roubles ; habillement : 400 à 500 roubles. « Il reste 3 à 400 roubles » dont une partie sert à l'achat « d'objets de luxe ou de demi-luxe » au marché libre et dont l'autre « partie est investie dans les emprunts d'Etat » (2). Mais c'est le salaire de la femme qui permet ces investissements. Gagnant mensuellement 600 roubles, si sa contribution aux ressources familiales lui était interdite, pour une raison ou une autre — l'émancipation physique, etc., — la famille serait chaque mois en déficit de 2 à 300 roubles, sur 1.350 soit 15 à 22 % !

On est-il donc le beau slogan de la femme au foyer ?

Encore, sommes-nous obligés de souligner que les statistiques sociales à la campagne sont plus désastreuses pour la Russie connaît, elle aussi, une désertion de la campagne en faveur de la ville. Un fort, invincible courant se développe et « le mouvement de la campagne vers la ville n'est, en effet, pas près de s'arrêter (3) ». Chacun connaît les raisons de cet exode dont souffre le capitalisme : c'est l'espoir d'une vie meilleure dans la cité tentaculaire et trompeuse.

Le régime soviétique n'a pas su et n'a pas voulu fixer des conditions économiques acceptables aux prolétaires, qu'il domine et exploite. Il n'a pas su parce qu'il n'a pas voulu s'évader des normes du capitalisme et il n'a pas pu pour la raison fort simple qu'une suite d'enchaînements logiques et d'ail-leurs prévisibles, le détourne de sa mission primitive : l'émancipation totale des exploités et des opprimés. Conservant le moyen d'exploitation du capitalisme privé, l'argent, le capitalisme d'Etat Soviétique s'est livré, pieds et poings liés, aux mêmes impossibilités qui poussent à la tombe son frère aîné.

Nous examinerons donc, dans le prochain article, l'action rétrograde et antisociale de la monnaie soviétique.

Marcel LEPOIL.

- (1) Les Cahiers d'économie soviétique, n° 3, p. 35.
- (2) Les Cahiers, n° 3, p. 29.
- (3) Les Cahiers, n° 4, p. 42.

Moscou joue et gagne

La détente américano-soviétique de ces jours-ci avait apporté un certain optimisme pour l'avenir. Les soviétiques, avec l'adresse calculée qui est la leur, firent des concessions qui ne les entraînaient pas loin, le texte de circulation sur le Danube, statut international de Trieste, liberté du commerce sans régime préférentiel en Orient, tout cela devant revenir à des discussions en réunions particulières n'étaient que du temps gagné. Le vrai problème sera le problème du traité de paix avec l'Allemagne. Les Russes tablent sur les frais d'occupation qui grèvent le budget britannique, sur l'effet psychologique des nécessités dans lequel se trouve la population anglaise, victorieuse, mais rationnée, pour permettre d'alimenter d'un minimum vital le peuple allemand vaincu. Les contradictions économiques où se trouvent les alliés vis-à-vis de l'Allemagne ne leur échappent pas non plus : en 1918 « le Boche paiera » pour le faire payer, nécessité de relever son industrie lourde avec tous les dangers politiques que cela comporte, et le complexe de supériorité qu'en- traîne la puissance industrielle. Le problème des réparations, qui n'est qu'une indemnité de guerre, en nature au lieu de se concrétiser en or, reste dans le domaine des contradictions du régime. A Londres, on s'inquiète un peu de cette détente et on y doute des raisons dont certaines sont à retenir : la fusion des deux zones d'occupation anglo-américaine a pu influencer l'influence russe, une amélioration de la situation des populations occupées couvrirait les possibilités d'agitation ; d'au-tre part, Molotov, qui connaît le ter- rible sort des territoires occupés, ne peut pas ne pas être inquiet de la situation d'une aide des pays capitalistes, spécialement des U.S.A., et pour gagner cette aide, un rapprochement ne favoriserait pas les contacts, l'Amérique n'a

tenu résolument aucun rôle dans l'affaire de Grèce, de là à supposer qu'elle se désintéresse des affaires européennes, l'opinion à Londres semble en refuser l'idée. Enfin, l'hypothétique crise ver- diaque de Staline fait admettre que la disparition du maître de toutes les Russes serait susceptible, devant une situation intérieure qui ne serait pas si calme qu'on nous le fait supposer, de créer de l'agitation. Or, le fascisme et l'hitlérisme sont tombés à la suite de la mort violente de leurs chefs, avec une défaite militaire, mais il est enfantin de supposer que Staline et le Politburo n'ont pas prévu le successeur éventuel. Lénine avait fait un testament politique... que Trotsky en ait été frustré au bénéfice de Staline, c'est possible... mais, dans l'avenir du communisme en Russie, croit-on que Trotsky aurait évité longtemps les difficultés auxquelles Staline a dû se mesurer ? La discussion sur le recensement des troupes en ter- ritoire national ou à l'étranger a démontré la bonne foi de ces messieurs : Les anglo-saxons demandent la vérification, Molotov, au sein de la commis- sion, s'était prononcé pour cette vérifi- cation, mais, ne voulant pas se faire rouler, il se repit et sa déclaration ne manque pas d'intérêt : « Un recense- ment s'appliquant aux territoires nation- aux démentirait une image déformée des forces armées, étant donné qu'il ne teindrait pas compte des bombes atomi- ques et des projectiles à fusée. Et chacun sait que l'on ne fait pas la guerre à mains nues ». La parole est donc aux détenteurs de ces moyens de des- tructions, en attendant que le petit ca- marade Molotov, qui connaît le secret de la fabrication, ou tout au moins la parade effective, car alors la souveraineté nationale s'opposera tout naturellement à de telles prétentions.

A. NONUMA.

Production intensive et consommation freinée

Nous vivons, depuis quelques années, dans un état d'extrême déséquilibre où toutes les données millé- naires sont abandonnées irrémédiablement. Tout ce qui fut l'évidence même des innombrables générations qui nous précéderont, jusqu'à nos pères, est littéralement bousculé et anéanti. TOUTES LES VALEURS TANT MORALES QUE MATERIELLES SONT RENVER- SEES EN UN TOUR DE MAIN. Nous assistons à la plus grande Révolution que l'homme ait jamais pu contempler et les plus folles imaginations qui aient hanté un cerveau humain depuis l'avènement de l'humanité, sont forte- ment dépassées.

Partout l'évolution générale fait peser de terribles menaces pour les régimes existants. Les cadres se disloquent sous son irrésistible pesée, les organisations s'effritent lamentablement et les idées, jusqu'ici invincibles et réputées éternelles pour les siècles à venir, s'écroulent à l'infini et disparaissent brutalement dans l'ouragan subit qui accourt actuellement de l'horizon social.

LE DEPLACEMENT DE LA CON- SOMMATION.

Les phénomènes sociaux éma- nent de plusieurs sources. L'un des plus importants par ses répercus- sions et ramifications est la ten- dance qui pousse à l'unification certaines catégories sociales à une seule et même classe. C'est

pour cela que les masses laborieu- ses, confondues et non nettement compartimentées, corrent à l'au- trefois cet autrefois vieux seulement de quelques décades d'années — se trouvent devenues le principal client de la Production. L'indénia- ble supériorité numérique actuelle du monde du travail lui confère ce titre, mais il y a peu de temps aux classes privilégiées naturelle- ment essayées.

Pour que la Production ne puisse en être à tout jamais gênée — ou en d'autres termes pour que le BENEFICIAIRE puisse persister à pro- curer les agréables privilèges que confère l'Argent à notre Capitalisme — il faut donc doter les masses de moyens de moyens d'achat. Or les produits ne peu- vent être « démocratisés » que grâce à un abaissement du prix de revient qui les mette à la por- tée des impécunieux nouveaux clients. Car ce qui caractérise cette nouvelle clientèle c'est que, si le volume TOTAL de ses achats est de beaucoup plus considérable que celui de l'ancienne bourgeoisie, formée alors d'éléments dispa- rates, le pouvoir d'achat INDIVI- DUEL de ses membres est nettement inférieur à celui détenu par le client « de qualité ».

Les salaires entrant de plus en plus pour un taux prépondé- rant dans ces prix de revient, il s'ensuit évidemment qu'ils doivent être le plus possible abaissés. Mais des sa- laires trop étiés, réduisant les achats au strict minimum, engen- drent une crise de vente — im- proprement appelée crise de sur- production — terme d'un cycle in- fernal et multiplicateur. Aussi le Capitalisme, placé dans une situa- tion intenable, essaie-t-il d'en sor- tir par une organisation plus ra- tionnelle du travail.

CONDITIONS ET BUT NOUVEAUX DE LA PRODUCTION.

A la vérité, cette recherche d'une coordination scientifique des ef- forts exista de tout temps. Elle n'atteignait pas, tout simplement, l'acuité actuelle née des nouveaux et impérieux BESOINS sociaux. Sous peine de troubles graves pou- vant entraîner la disparition du régime, il faut donc ABSOLU- MENT mettre des produits, autre- fois réservés EXCLUSIVEMENT à la Bourgeoisie si mesquine, à la disposition des masses. Cette sa- tisfaction n'est possible que par une production d'un « GIGANTISME », qui permette, par son volume as- tonnant, un abaissement mas- sif des frais généraux sur le Pro- duit lui-même. Aussi le Progrès Technologique n'est-il envisagé par le Capitalisme que comme un moyen de retarder sa propre chute et non, comme il l'affirme men- songèrement, dans un esprit de philanthropie sociale qui prouverait la nécessité de sa mission huma- nitaire.

(SUITE PAGE 4)

FEDERATION ANARCHISTE

2^e Région — Groupe Paris-Est

Les dernières élections ont donné
La majorité aux Partis de gauche
Il a été annoncé 27 % d'abstentions

LE SUCCÈS DES PARTIS DE GAUCHE EST-IL UNE VICTOIRE POUR LE PEUPLE ?

Assistez nombreux

VENDREDI 13 DECEMBRE, A 20 H. 30

Salle des Prévoyants
279, rue des Pyrénées
Métro Gambetta

au grand débat public et contradictoire

Orateur de la Fédération Anarchiste et Jeunesses Anarchistes

Pour ou contre la police? ÉCOLE ET ANARCHIE

Mon but en écrivant ce qui suit est de lutter contre la conviction générale que la Police et la Magistrature sont des institutions indispensables dans toute société.

En effet, quand nous affirmons aux cours d'un échange de vues avec des travailleurs, qu'il est possible et souhaitable d'organiser une société nouvelle sans gendarmes et sans juges, nous voyons s'élever contre nous un véritable concert de protestations.

Maintenir une Police est contraire aux intérêts des travailleurs et de tous les exploités en général. Celle-ci a été créée par la classe possédante, c'est une arme entre ses mains et elle la dirige naturellement contre les travailleurs. La mission réelle de la Police est de protéger les exploités et tous ceux qui oppriment le peuple contre ses réactions possibles, de défendre et de pérenniser les privilèges; en conséquence, de le maintenir dans l'esclavage.

En effet, quand la classe ouvrière, lasse de crever de faim, se soulève con-

tre ceux qui l'oppriment; quand, excédée de subir la tyrannie de ceux qui l'oppriment, elle manifeste l'intention de se libérer de leur joug; que trouve-t-elle sur sa route? La Police.

Travailleur, il faut te pénétrer de cette vérité, que la Police est un instrument de défense entre les mains de la classe possédante. Elle est même obligée de combattre les intérêts de la classe ouvrière.

Ce qui est vrai pour le régime capitaliste, l'est d'ailleurs aussi pour... l'Etat Proletaire. Là également, la Police, qui a seulement changé de maîtres, se trouve au service d'une nouvelle classe de privilégiés: Les dirigeants du parti.

Voyons maintenant une objection qui nous est faite couramment. Mais, nous dit-on, une Police est tout de même nécessaire. Qui donc protégerait l'individu contre les voleurs et les criminels?

A cela, nous répondons que la perfection n'existe pas; même dans la nature, mais que les efforts de l'homme doivent tendre vers l'édification d'une société où le vol et le crime ne sont plus possibles.

La grande majorité des crimes a pour mobile le vol ou l'intérêt (héritage) donc l'argent et la propriété. L'argent et la propriété supprimés, la cause de ces crimes disparaît.

De nombreux personnes objectent que tous les vols ne sont pas causés nécessairement par la misère; que certains sont faits par des individus cupides, désireux de vivre dans le luxe et l'oisiveté.

Nous sommes d'accord, mais là également la suppression de l'argent et la disparition de la cause. Je ferai d'ailleurs observer au lecteur que celui qui amasse des millions par l'exploitation de ses semblables, ou par la spéculation — deux formes du vol — n'en court pas la sévérité des lois. Ces formes du vol sont légales.

Examinons maintenant les raisons qui militent en faveur de notre thèse quand nous affirmons que le maintien de l'appareil policier et judiciaire n'aurait plus de raison d'être dans une société nouvelle, telle que nous la concevons.

Dans la société capitaliste, l'individu travaille de 9 à 10 heures par jour, il ne mange pas à sa faim et ne peut se vêtir et se loger décemment.

Si nous faisons une comparaison entre le travailleur et une bête de trait, nous constatons que la situation du premier est au-dessous de celle de l'animal.

Le cheval ou le bœuf qui traîne une voiture ou une charrette, toute la journée, reçoit chaque jour sa ration d'aliment et de fourrage. Il est logé, s'il est malade il est soigné, et sa ration complète lui est assurée.

La situation du travailleur est toute autre. Bien qu'il travaille également comme une bête de somme, son salaire ne lui permet pas de subvenir à tous ses besoins.

Dans la Société que nous rêvons d'édifier, le parasitisme social supprimé, chacun de ses membres apportant sa coopération à la production et le développement du machinisme étant intensifié, (alors qu'en régime capitaliste ce développement est freiné car l'entraînement un tel accroissement du

nombre des chômeurs qu'il créerait pour celui-ci un danger réel de révolte), il suffirait à chaque individu de fournir de 4 à 5 heures par jour à la production.

L'individu ayant fourni ces quelques heures par jour, serait assuré grâce à une répartition équitable de la satisfaction de tous ses besoins.

Il faudrait alors que des individus fussent vraiment inconscients pour se refuser à apporter librement leur concours à l'œuvre commune.

Nous sommes persuadés que ceux-ci ne formeraient qu'une petite minorité. A remarquer d'ailleurs que l'argent étant supprimé, la carte de consommateur ne serait délivrée à toute personne valide que sur présentation d'une carte de travail attestant (par le pointage) que cette dernière aurait fourni sa contribution à la production.

Il deviendrait alors plus fastidieux à ces individus de voler chaque jour leur subsistance que de contribuer quelques heures à l'effort commun.

Lorsqu'un individu se révélerait dangereux pour la Société (il y en aura toujours, nous l'admettons) et tuerait sans avoir eu besoin d'être puni, nous ne reconnaitrions pas le droit de le juger, de le condamner à mort ou à la détention dans un bagne ou un pénitencier.

Je terminerai cet article par une remarque: Les anarchistes sont accusés de vouloir instaurer une société où le désordre règne. Or, si l'anarchisme est capable d'apporter leur effort à la production sans contrainte, en hommes conscients, ils s'engagent en outre à respecter la liberté et les droits d'autrui, alors que les destructeurs de l'anarchie se déclarent partisans de l'autorité en avançant que sans elle, ils violeraient la liberté de leurs semblables et se déclarent incapables de travailler sans la présence et l'autorité d'un chef sur le lieu de travail.

Lucien JACQUET

Nous avons vu quel sens donnaient les Anarchistes au mot Education et quels devaient être, d'après eux, les rapports de l'adulte éducateur et de l'enfant.

Il nous faut examiner maintenant dans quel cadre social et matériel doit se dérouler cette éducation.

Nous avons d'abord à déterminer quel sera l'éducateur. Nous ne pouvons prévoir à quelle formule sociale aboutira une société libertaire, et, dans un monde où la culture sera universellement répandue et diverse, la famille ou quelque chose de semblable, c'est-à-dire préparé consciemment l'individu à la vie la plus large et la plus complète. Mais nous savons que dans une société libertaire qui s'édifierait, l'éducation serait confiée par le peuple à des hommes et à des femmes spécialement préparés à cette difficile tâche.

L'important est donc de savoir sous quelle forme sera organisée le « service public » de l'éducation.

Sans vouloir jouer au démolisseur, nous pouvons tracer les grandes lignes de l'organisation de l'éducation dans le cadre du communisme libertaire.

L'Etat étant détruit, la gestion, l'organisation, l'adaptation aux besoins de chacun et de tous de l'éducation, seraient déterminées par les organismes représentant directement la volonté des travailleurs de l'éducation et la volonté des usagers. Donc, d'une part, le syndicat (devenu à vrai dire coopérative de gestion) et d'autre part la commune. Naturellement, nous ne pouvons pas nous limiter à ces deux sortes d'organismes, mais nous aurons leurs expressions régionales et nationales. Par exemple, nationalement (ou si l'on veut internationalement) l'organisme technique: Fédération de l'Enseignement, travaillant en contact avec les délégués de la Fédération des Communes ou sein d'un Conseil de l'Education.

Bien des problèmes qui semblent aujourd'hui insolubles seraient ré-

glés sur le plan local, par exemple, les problèmes des horaires, du matériel, des locaux, de la liaison de l'école avec l'exploitation agricole, l'atelier, l'usine.

Seraient à envisager sur le plan régional ce qui ne pourrait être réglé localement, par exemple, le service médical, la formation des maîtres, et il ne resterait à résoudre sur le plan national (et international) que les problèmes n'ayant pu trouver de solutions aux échelles locale et régionale. Je pense, par exemple, à la coordination des services d'orientation, en rapport avec les bureaux de statistiques des fédérations d'industrie. Je pense également aux suggestions en matière de méthodes.

Evidemment, je ne pense pas avoir tracé un tableau complet de l'organisation nouvelle et je n'aurai pas le temps de le faire, car il serait trop succinct de trop préciser. Ce sont les besoins, les nécessités de l'heure qui détermineront les structures organisationnelles.

Mais j'ai essayé de montrer, en donnant aux organismes des noms qu'ils n'auront peut-être jamais, que le grand service public pouvait fonctionner sans l'Etat, mieux qu'avec l'Etat. Ce dernier ne joue-t-il pas le rôle de parasite? On s'aperçoit, en y réfléchissant, bien, qu'en dehors de son rôle de coercition, de défense des privilèges (privileges du capitalisme ou de l'Etat capitaliste lui-même), il ne joue aucun rôle nécessaire dans l'organisation sociale ou économique.

Nous venons donc d'esquisser

Articles déjà parus : L'école traditionnelle. L'école 1946. Adulte et Enfant. Ecole et anarchie.

A paraître: L'école nouvelle. L'enfance normale et les faux anormaux. Maisons d'enfants et écoles de plein air. La formation des maîtres.

l'organisation de l'Education dans la société sans Etat. Nous ne voudrions pas terminer sans remarquer, qu'aujourd'hui, on parle de nationalisation de l'Enseignement, réalisée par des organismes tripartites représentant le personnel, les parents, l'Etat. Là, comme dans l'industrie, nous assisterons — si le projet est réalisé — à une étiatisation, l'Etat ayant voix prépondérante dans tous les organismes, et possédant d'ailleurs les finances! En vérité les organismes tripartites ne généralisent pas, mais consolident, tout au plus contrôlent la gestion de l'Etat, l'administration continuant à désigner les fonctionnaires.

Notre solution suppose la destruction de l'Etat, car il est peu probable que celui-ci admettrait, dans le cadre du régime actuel, une sorte de gestion coopérative de l'Education dont il serait exclu. Car l'Etat n'ignore pas l'importance de l'Education.

Notre solution suppose la destruction de l'Etat, car il est peu probable que celui-ci admettrait, dans le cadre du régime actuel, une sorte de gestion coopérative de l'Education dont il serait exclu. Car l'Etat n'ignore pas l'importance de l'Education.

Notre solution suppose la destruction de l'Etat, car il est peu probable que celui-ci admettrait, dans le cadre du régime actuel, une sorte de gestion coopérative de l'Education dont il serait exclu. Car l'Etat n'ignore pas l'importance de l'Education.

Notre solution suppose la destruction de l'Etat, car il est peu probable que celui-ci admettrait, dans le cadre du régime actuel, une sorte de gestion coopérative de l'Education dont il serait exclu. Car l'Etat n'ignore pas l'importance de l'Education.

Notre solution suppose la destruction de l'Etat, car il est peu probable que celui-ci admettrait, dans le cadre du régime actuel, une sorte de gestion coopérative de l'Education dont il serait exclu. Car l'Etat n'ignore pas l'importance de l'Education.

Notre solution suppose la destruction de l'Etat, car il est peu probable que celui-ci admettrait, dans le cadre du régime actuel, une sorte de gestion coopérative de l'Education dont il serait exclu. Car l'Etat n'ignore pas l'importance de l'Education.

Notre solution suppose la destruction de l'Etat, car il est peu probable que celui-ci admettrait, dans le cadre du régime actuel, une sorte de gestion coopérative de l'Education dont il serait exclu. Car l'Etat n'ignore pas l'importance de l'Education.

Notre solution suppose la destruction de l'Etat, car il est peu probable que celui-ci admettrait, dans le cadre du régime actuel, une sorte de gestion coopérative de l'Education dont il serait exclu. Car l'Etat n'ignore pas l'importance de l'Education.

Notre solution suppose la destruction de l'Etat, car il est peu probable que celui-ci admettrait, dans le cadre du régime actuel, une sorte de gestion coopérative de l'Education dont il serait exclu. Car l'Etat n'ignore pas l'importance de l'Education.

Notre solution suppose la destruction de l'Etat, car il est peu probable que celui-ci admettrait, dans le cadre du régime actuel, une sorte de gestion coopérative de l'Education dont il serait exclu. Car l'Etat n'ignore pas l'importance de l'Education.

Notre solution suppose la destruction de l'Etat, car il est peu probable que celui-ci admettrait, dans le cadre du régime actuel, une sorte de gestion coopérative de l'Education dont il serait exclu. Car l'Etat n'ignore pas l'importance de l'Education.

Notre solution suppose la destruction de l'Etat, car il est peu probable que celui-ci admettrait, dans le cadre du régime actuel, une sorte de gestion coopérative de l'Education dont il serait exclu. Car l'Etat n'ignore pas l'importance de l'Education.

Notre solution suppose la destruction de l'Etat, car il est peu probable que celui-ci admettrait, dans le cadre du régime actuel, une sorte de gestion coopérative de l'Education dont il serait exclu. Car l'Etat n'ignore pas l'importance de l'Education.

Notre solution suppose la destruction de l'Etat, car il est peu probable que celui-ci admettrait, dans le cadre du régime actuel, une sorte de gestion coopérative de l'Education dont il serait exclu. Car l'Etat n'ignore pas l'importance de l'Education.

Notre solution suppose la destruction de l'Etat, car il est peu probable que celui-ci admettrait, dans le cadre du régime actuel, une sorte de gestion coopérative de l'Education dont il serait exclu. Car l'Etat n'ignore pas l'importance de l'Education.

Notre solution suppose la destruction de l'Etat, car il est peu probable que celui-ci admettrait, dans le cadre du régime actuel, une sorte de gestion coopérative de l'Education dont il serait exclu. Car l'Etat n'ignore pas l'importance de l'Education.

Notre solution suppose la destruction de l'Etat, car il est peu probable que celui-ci admettrait, dans le cadre du régime actuel, une sorte de gestion coopérative de l'Education dont il serait exclu. Car l'Etat n'ignore pas l'importance de l'Education.

Notre solution suppose la destruction de l'Etat, car il est peu probable que celui-ci admettrait, dans le cadre du régime actuel, une sorte de gestion coopérative de l'Education dont il serait exclu. Car l'Etat n'ignore pas l'importance de l'Education.

Notre solution suppose la destruction de l'Etat, car il est peu probable que celui-ci admettrait, dans le cadre du régime actuel, une sorte de gestion coopérative de l'Education dont il serait exclu. Car l'Etat n'ignore pas l'importance de l'Education.

Notre solution suppose la destruction de l'Etat, car il est peu probable que celui-ci admettrait, dans le cadre du régime actuel, une sorte de gestion coopérative de l'Education dont il serait exclu. Car l'Etat n'ignore pas l'importance de l'Education.

Notre solution suppose la destruction de l'Etat, car il est peu probable que celui-ci admettrait, dans le cadre du régime actuel, une sorte de gestion coopérative de l'Education dont il serait exclu. Car l'Etat n'ignore pas l'importance de l'Education.

Notre solution suppose la destruction de l'Etat, car il est peu probable que celui-ci admettrait, dans le cadre du régime actuel, une sorte de gestion coopérative de l'Education dont il serait exclu. Car l'Etat n'ignore pas l'importance de l'Education.

Notre solution suppose la destruction de l'Etat, car il est peu probable que celui-ci admettrait, dans le cadre du régime actuel, une sorte de gestion coopérative de l'Education dont il serait exclu. Car l'Etat n'ignore pas l'importance de l'Education.

Notre solution suppose la destruction de l'Etat, car il est peu probable que celui-ci admettrait, dans le cadre du régime actuel, une sorte de gestion coopérative de l'Education dont il serait exclu. Car l'Etat n'ignore pas l'importance de l'Education.

Notre solution suppose la destruction de l'Etat, car il est peu probable que celui-ci admettrait, dans le cadre du régime actuel, une sorte de gestion coopérative de l'Education dont il serait exclu. Car l'Etat n'ignore pas l'importance de l'Education.

Notre solution suppose la destruction de l'Etat, car il est peu probable que celui-ci admettrait, dans le cadre du régime actuel, une sorte de gestion coopérative de l'Education dont il serait exclu. Car l'Etat n'ignore pas l'importance de l'Education.

Notre solution suppose la destruction de l'Etat, car il est peu probable que celui-ci admettrait, dans le cadre du régime actuel, une sorte de gestion coopérative de l'Education dont il serait exclu. Car l'Etat n'ignore pas l'importance de l'Education.

Notre solution suppose la destruction de l'Etat, car il est peu probable que celui-ci admettrait, dans le cadre du régime actuel, une sorte de gestion coopérative de l'Education dont il serait exclu. Car l'Etat n'ignore pas l'importance de l'Education.

Notre solution suppose la destruction de l'Etat, car il est peu probable que celui-ci admettrait, dans le cadre du régime actuel, une sorte de gestion coopérative de l'Education dont il serait exclu. Car l'Etat n'ignore pas l'importance de l'Education.

Nous devons donc nous montrer extrêmement méfiants devant les projets de « nationalisation » qui ne diminueront guère la malnutrition actuelle de l'Etat sur l'éducation. Gageons même qu'en enlevant les syndicats dans les conseils tripartites (sortes de comités d'entreprise) la nationalisation ne renforce l'Etat et conséquemment assure la dictature du parti au pouvoir, formant l'enfance et la jeunesse selon ses buts.

Nous nous déclarons donc, non pour la collaboration, mais pour la lutte libre et tenace des syndicats contre l'Etat. C'est la seule façon de limiter son pouvoir, et d'augmenter le contenu libertaire que les instituteurs et professeurs d'avant-garde donnent à leur enseignement, jusqu'à en faire une préfiguration de l'école dans la Société Libertaire. Si nous savons combattre la Révolution aura plus à faire dans le domaine de la structure et de la gestion que dans celui de l'esprit et des méthodes. Mais il faut combattre... et non collaborer (1).

FONTAINE.

(1) Nous n'appellerons pas « collaboration » la forme de lutte revendicative qui consiste à traiter avec l'Etat (même dans les organismes prévus par la loi comme les conseils départementaux et comités consultatifs pour faire triompher dans la mesure du possible les vues des syndicats. Il n'y a rien de commun entre lutter et traiter avec le patron et collaborer à la gestion.

(1) Nous n'appellerons pas « collaboration » la forme de lutte revendicative qui consiste à traiter avec l'Etat (même dans les organismes prévus par la loi comme les conseils départementaux et comités consultatifs pour faire triompher dans la mesure du possible les vues des syndicats. Il n'y a rien de commun entre lutter et traiter avec le patron et collaborer à la gestion.

(1) Nous n'appellerons pas « collaboration » la forme de lutte revendicative qui consiste à traiter avec l'Etat (même dans les organismes prévus par la loi comme les conseils départementaux et comités consultatifs pour faire triompher dans la mesure du possible les vues des syndicats. Il n'y a rien de commun entre lutter et traiter avec le patron et collaborer à la gestion.

(1) Nous n'appellerons pas « collaboration » la forme de lutte revendicative qui consiste à traiter avec l'Etat (même dans les organismes prévus par la loi comme les conseils départementaux et comités consultatifs pour faire triompher dans la mesure du possible les vues des syndicats. Il n'y a rien de commun entre lutter et traiter avec le patron et collaborer à la gestion.

(1) Nous n'appellerons pas « collaboration » la forme de lutte revendicative qui consiste à traiter avec l'Etat (même dans les organismes prévus par la loi comme les conseils départementaux et comités consultatifs pour faire triompher dans la mesure du possible les vues des syndicats. Il n'y a rien de commun entre lutter et traiter avec le patron et collaborer à la gestion.

(1) Nous n'appellerons pas « collaboration » la forme de lutte revendicative qui consiste à traiter avec l'Etat (même dans les organismes prévus par la loi comme les conseils départementaux et comités consultatifs pour faire triompher dans la mesure du possible les vues des syndicats. Il n'y a rien de commun entre lutter et traiter avec le patron et collaborer à la gestion.

(1) Nous n'appellerons pas « collaboration » la forme de lutte revendicative qui consiste à traiter avec l'Etat (même dans les organismes prévus par la loi comme les conseils départementaux et comités consultatifs pour faire triompher dans la mesure du possible les vues des syndicats. Il n'y a rien de commun entre lutter et traiter avec le patron et collaborer à la gestion.

(1) Nous n'appellerons pas « collaboration » la forme de lutte revendicative qui consiste à traiter avec l'Etat (même dans les organismes prévus par la loi comme les conseils départementaux et comités consultatifs pour faire triompher dans la mesure du possible les vues des syndicats. Il n'y a rien de commun entre lutter et traiter avec le patron et collaborer à la gestion.

(1) Nous n'appellerons pas « collaboration » la forme de lutte revendicative qui consiste à traiter avec l'Etat (même dans les organismes prévus par la loi comme les conseils départementaux et comités consultatifs pour faire triompher dans la mesure du possible les vues des syndicats. Il n'y a rien de commun entre lutter et traiter avec le patron et collaborer à la gestion.

(1) Nous n'appellerons pas « collaboration » la forme de lutte revendicative qui consiste à traiter avec l'Etat (même dans les organismes prévus par la loi comme les conseils départementaux et comités consultatifs pour faire triompher dans la mesure du possible les vues des syndicats. Il n'y a rien de commun entre lutter et traiter avec le patron et collaborer à la gestion.

(1) Nous n'appellerons pas « collaboration » la forme de lutte revendicative qui consiste à traiter avec l'Etat (même dans les organismes prévus par la loi comme les conseils départementaux et comités consultatifs pour faire triompher dans la mesure du possible les vues des syndicats. Il n'y a rien de commun entre lutter et traiter avec le patron et collaborer à la gestion.

(1) Nous n'appellerons pas « collaboration » la forme de lutte revendicative qui consiste à traiter avec l'Etat (même dans les organismes prévus par la loi comme les conseils départementaux et comités consultatifs pour faire triompher dans la mesure du possible les vues des syndicats. Il n'y a rien de commun entre lutter et traiter avec le patron et collaborer à la gestion.

(1) Nous n'appellerons pas « collaboration » la forme de lutte revendicative qui consiste à traiter avec l'Etat (même dans les organismes prévus par la loi comme les conseils départementaux et comités consultatifs pour faire triompher dans la mesure du possible les vues des syndicats. Il n'y a rien de commun entre lutter et traiter avec le patron et collaborer à la gestion.

(1) Nous n'appellerons pas « collaboration » la forme de lutte revendicative qui consiste à traiter avec l'Etat (même dans les organismes prévus par la loi comme les conseils départementaux et comités consultatifs pour faire triompher dans la mesure du possible les vues des syndicats. Il n'y a rien de commun entre lutter et traiter avec le patron et collaborer à la gestion.

(1) Nous n'appellerons pas « collaboration » la forme de lutte revendicative qui consiste à traiter avec l'Etat (même dans les organismes prévus par la loi comme les conseils départementaux et comités consultatifs pour faire triompher dans la mesure du possible les vues des syndicats. Il n'y a rien de commun entre lutter et traiter avec le patron et collaborer à la gestion.

(1) Nous n'appellerons pas « collaboration » la forme de lutte revendicative qui consiste à traiter avec l'Etat (même dans les organismes prévus par la loi comme les conseils départementaux et comités consultatifs pour faire triompher dans la mesure du possible les vues des syndicats. Il n'y a rien de commun entre lutter et traiter avec le patron et collaborer à la gestion.

(1) Nous n'appellerons pas « collaboration » la forme de lutte revendicative qui consiste à traiter avec l'Etat (même dans les organismes prévus par la loi comme les conseils départementaux et comités consultatifs pour faire triompher dans la mesure du possible les vues des syndicats. Il n'y a rien de commun entre lutter et traiter avec le patron et collaborer à la gestion.

(1) Nous n'appellerons pas « collaboration » la forme de lutte revendicative qui consiste à traiter avec l'Etat (même dans les organismes prévus par la loi comme les conseils départementaux et comités consultatifs pour faire triompher dans la mesure du possible les vues des syndicats. Il n'y a rien de commun entre lutter et traiter avec le patron et collaborer à la gestion.

(1) Nous n'appellerons pas « collaboration » la forme de lutte revendicative qui consiste à traiter avec l'Etat (même dans les organismes prévus par la loi comme les conseils départementaux et comités consultatifs pour faire triompher dans la mesure du possible les vues des syndicats. Il n'y a rien de commun entre lutter et traiter avec le patron et collaborer à la gestion.

(1) Nous n'appellerons pas « collaboration » la forme de lutte revendicative qui consiste à traiter avec l'Etat (même dans les organismes prévus par la loi comme les conseils départementaux et comités consultatifs pour faire triompher dans la mesure du possible les vues des syndicats. Il n'y a rien de commun entre lutter et traiter avec le patron et collaborer à la gestion.

(1) Nous n'appellerons pas « collaboration » la forme de lutte revendicative qui consiste à traiter avec l'Etat (même dans les organismes prévus par la loi comme les conseils départementaux et comités consultatifs pour faire triompher dans la mesure du possible les vues des syndicats. Il n'y a rien de commun entre lutter et traiter avec le patron et collaborer à la gestion.

(1) Nous n'appellerons pas « collaboration » la forme de lutte revendicative qui consiste à traiter avec l'Etat (même dans les organismes prévus par la loi comme les conseils départementaux et comités consultatifs pour faire triompher dans la mesure du possible les vues des syndicats. Il n'y a rien de commun entre lutter et traiter avec le patron et collaborer à la gestion.

(1) Nous n'appellerons pas « collaboration » la forme de lutte revendicative qui consiste à traiter avec l'Etat (même dans les organismes prévus par la loi comme les conseils départementaux et comités consultatifs pour faire triompher dans la mesure du possible les vues des syndicats. Il n'y a rien de commun entre lutter et traiter avec le patron et collaborer à la gestion.

(1) Nous n'appellerons pas « collaboration » la forme de lutte revendicative qui consiste à traiter avec l'Etat (même dans les organismes prévus par la loi comme les conseils départementaux et comités consultatifs pour faire triompher dans la mesure du possible les vues des syndicats. Il n'y a rien de commun entre lutter et traiter avec le patron et collaborer à la gestion.

(1) Nous n'appellerons pas « collaboration » la forme de lutte revendicative qui consiste à traiter avec l'Etat (même dans les organismes prévus par la loi comme les conseils départementaux et comités consultatifs pour faire triompher dans la mesure du possible les vues des syndicats. Il n'y a rien de commun entre lutter et traiter avec le patron et collaborer à la gestion.

(1) Nous n'appellerons pas « collaboration » la forme de lutte revendicative qui consiste à traiter avec l'Etat (même dans les organismes prévus par la loi comme les conseils départementaux et comités consultatifs pour faire triompher dans la mesure du possible les vues des syndicats. Il n'y a rien de commun entre lutter et traiter avec le patron et collaborer à la gestion.

(1) Nous n'appellerons pas « collaboration » la forme de lutte revendicative qui consiste à traiter avec l'Etat (même dans les organismes prévus par la loi comme les conseils départementaux et comités consultatifs pour faire triompher dans la mesure du possible les vues des syndicats. Il n'y a rien de commun entre lutter et traiter avec le patron et collaborer à la gestion.

(1) Nous n'appellerons pas « collaboration » la forme de lutte revendicative qui consiste à traiter avec l'Etat (même dans les organismes prévus par la loi comme les conseils départementaux et comités consultatifs pour faire triompher dans la mesure du possible les vues des syndicats. Il n'y a rien de commun entre lutter et traiter avec le patron et collaborer à la gestion.

(1) Nous n'appellerons pas « collaboration » la forme de lutte revendicative qui consiste à traiter avec l'Etat (même dans les organismes prévus par la loi comme les conseils départementaux et comités consultatifs pour faire triompher dans la mesure du possible les vues des syndicats. Il n'y a rien de commun entre lutter et traiter avec le patron et collaborer à la gestion.

(1) Nous n'appellerons pas « collaboration » la forme de lutte revendicative qui consiste à traiter avec l'Etat (même dans les organismes prévus par la loi comme les conseils départementaux et comités consultatifs pour faire triompher dans la mesure du possible les vues des syndicats. Il n'y a rien de commun entre lutter et traiter avec le patron et collaborer à la gestion.

Production intensive

(Suite de la page 1)

Le développement du machinisme a pour but, en créant des machines plus modernes et plus perfectionnées, non pas la diminution de la peine du travailleur, mais un RENDEMENT plus élevé de ce dernier par heure de travail. Mais la modernisation complète d'une industrie — et l'état actuel des choses exige que l'unité ne soit plus l'usine, mais l'industrie impose des investissements financiers considérables, économiquement RENTABLES à condition que les machines — d'un coût si élevé — soient utilisées au moins 16 heures par jour.

Or, les diverses possibilités actuelles de la Production ne permettent pas ces nombreuses heures de travail, il en résulte que les frais d'amortissement des installations doivent être supérieurs aux économies de travail réalisées par la modernisation des machines. Le prix de revient s'en ressentant fatalement, le produit s'éloigne d'autant des possibilités d'achat des masses et aggrave ainsi les difficultés du Capitalisme, puisque la sécurité de ce dernier est liée à un minimum de consommation des travailleurs.

LA PROVIDENTIELLE COLLABORATION OUVRIÈRE.

Devant ces difficultés la collaboration des salariés est devenue une question de vie ou de mort pour le régime capitaliste. Les salariés par une série de réformes qui ne peuvent jouer qu'un rôle épisodique et dont l'utilité DÉFINITIVE n'est nullement prouvée. Il pousse la modernisation de l'usine jusqu'à la rendre parfois même insupportable, à l'industrie le permettent. En un mot il recherche le bien-être matériel de l'ouvrier à l'usine, mais pour ses intérêts exclusifs.

Résumons-nous. L'évolution générale a déplacé le centre de gravité de la consommation: la production est liée désormais au pouvoir d'achat des masses. Seule une production astronomique peut sauver le Capitalisme — du moins momentanément. Mais les intérêts divergents du régime empêchent l'effort de masse de se procurer les produits. Le bien-être des salariés, qui permettrait seul — et LUI SEUL — l'écoulement du « gigantesque », étape nouvelle de la Production, est impossible à réaliser dans ce régime. MAINTENANT DES INTERÊTS DU CAPITALISME.

Le fait que ce dernier ne peut procurer qu'un très relatif bien-être sur les lieux mêmes de la Production et non sur le terrain plus solide de la consommation, prouve sa carence historique, prouve la nécessité de son urgente disparition.

MONDUS.

12^e REGION

Conférences Anarchistes à travers la France

Maurice JOYEUX
Membre du Comité National

13 décembre: Toulon, Salle des Œuvres Sociales, 3, rue Racine, à 20 h. 30.

14 décembre: Cannes, Salle des Mutilés, 38, rue Mimont, à 21 h.

15 décembre: Nice, Centre Cinéma, place du Pin, à 10 h. du matin.

17 décembre: Romans, Eden, place Jules-Nadi, à 20 h. 30.

JOURNÉE DE SALAIRE MILITANTS, SYMPATHISANTS

Le Congrès de Dijon des 13, 14, 15 septembre a pris, à l'unanimité, la décision de demander à chaque camarade l'abandon d'une journée de salaire pour la constitution d'un fonds de roulement nécessaire à la bonne marche du journal.

Chacun sait que notre journal n'a d'autres ressources que sa vente et le dévouement de ses amis.

Nous prions tous nos camarades de nous faire parvenir les fonds recueillis lors de leurs réunions de groupe.

Adressez les fonds à JOULIN Robert, 145, quai de Valmy, C.C.P. Paris 5561-76, avec mention « Journée de salaire ».

D'avance merci.

L'HOMME et l'évolution des Sociétés

L'homme apparaît à l'observateur impartial, sous le double aspect de créature et d'évolution.

Cette contradiction vient d'un fait des besoins naturels qui le possèdent, de satisfaire tout ce qui fait l'objet de son

